

DES INDUSTRIES CHIMIQUES

SOMMAIRE

L'ÉDITO 3

LES LUTTES 4-5

NOVARES /
SMURFIT /
FERROPEM

L'ACTU 7

Solidarité avec Cuba

LA FORMATION SYNDICALE 8

LE DOSSIER 9-15

Et pendant ce temps-là,
les profits tombent.

AZF 17-18

20 ans après,
quels changements ?

JOURNÉE DÉTUDE HYDROGÈNE 19

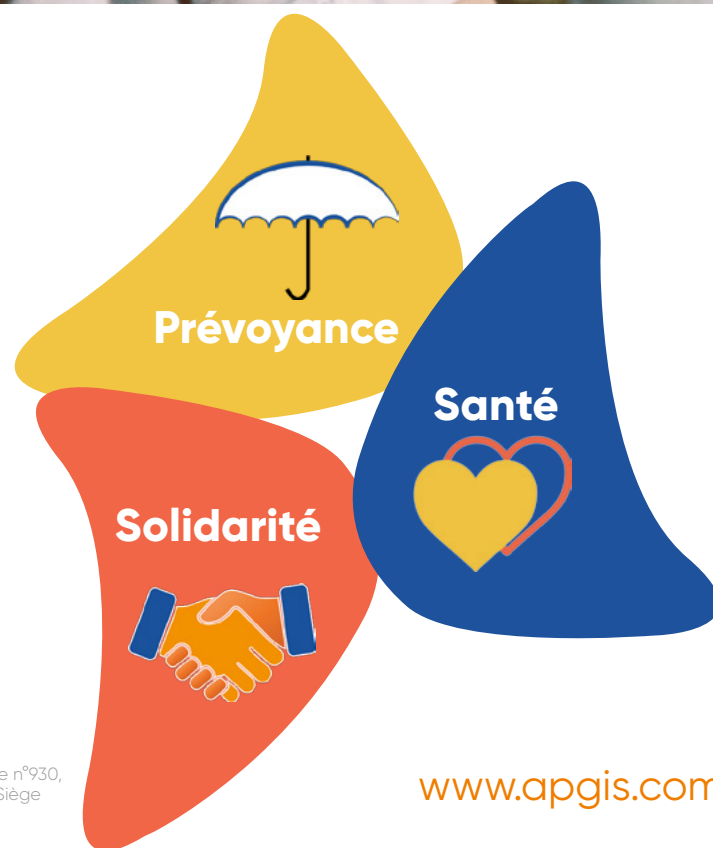


LE DOSSIER

GESTION DE LA COVID : MENSONGES ET PROFITS



**S'engager
à vos côtés**



L'EDITO...

Pour mettre fin au cauchemar, il suffit de se réveiller !

> Emmanuel Lépine, secrétaire général de la FNIC CGT

Loin de constituer une catastrophe « naturelle », l'émergence et la propagation mondiale de la Covid-19 s'enracinent dans le mode de production capitaliste. Alors que l'expérience passée du H5N1 au SRAS de 2003, en passant par la grippe porcine de 2009, rendait très probable à nos « experts » une pandémie du type de celle que nous subissons, la maximisation du profit à court-terme et la concurrence entre États capitalistes, y compris au sein de la prétendue « Union européenne », ont empêché l'humanité de l'affronter, alors même que les moyens scientifiques et techniques dont nous disposons auraient dû nous épargner la technique moyenâgeuse du confinement de masse.

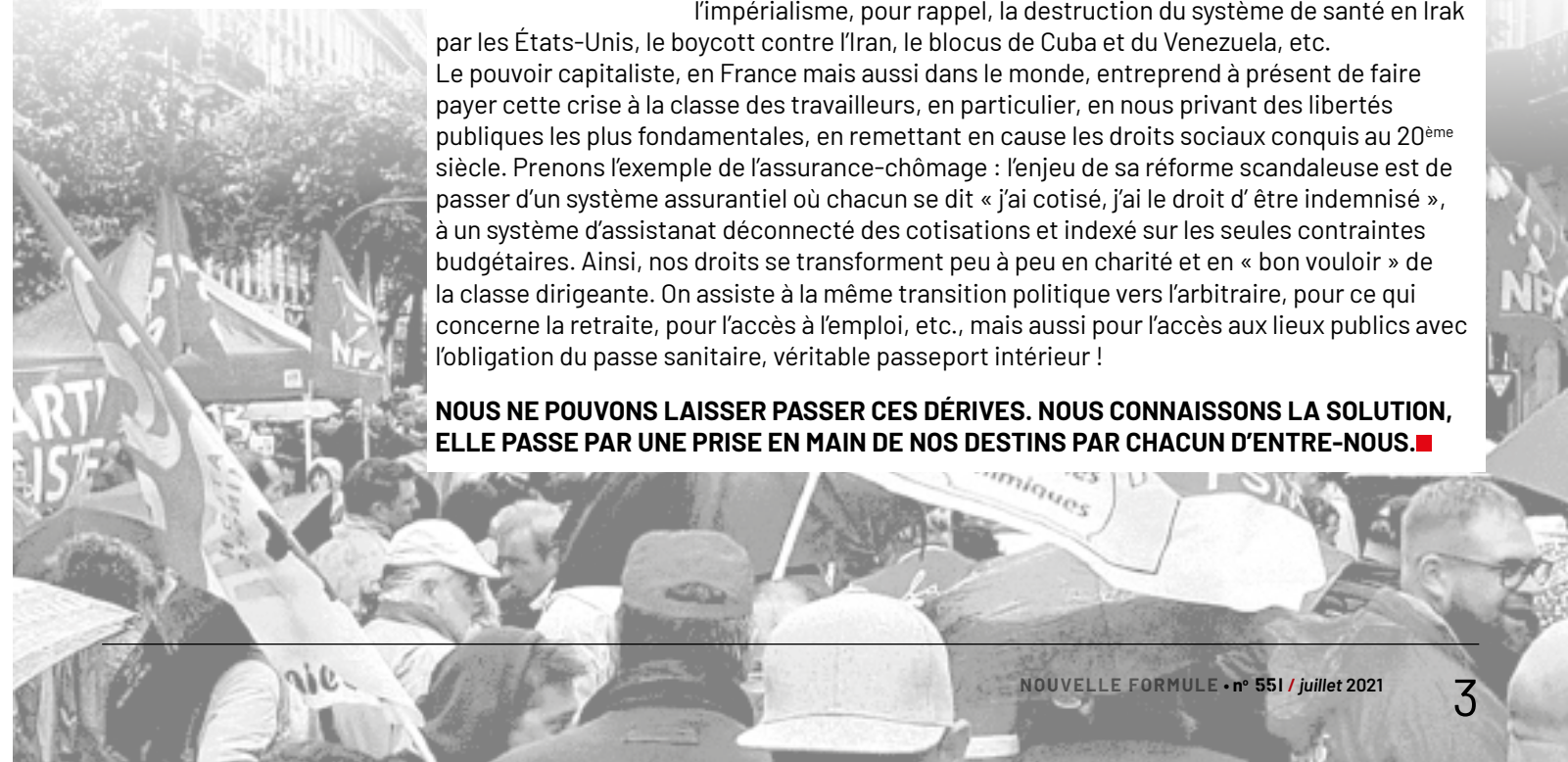
**« N'IMPORTE QUEL ENFANT SAIT
QUE TOUTE NATION CRÈVERAIT,
QUI CESSERAIT LE TRAVAIL,
JE NE VEUX PAS DIRE POUR UN
AN, MAIS NE FUT-CE QUE POUR
QUELQUES SEMAINES. »**

KARL MARX, 1868

Il faut dénoncer, ici, l'équipe de pieds nickelés que constitue le gouvernement Macron, truqueurs et menteurs, irresponsables, criminels, ceci pour le seul profit du grand Capital. Pour preuve, le nombre de milliardaires a augmenté en France, l'an dernier ! Si aucun groupe social n'est épargné par le virus, ce sont les classes et quartiers populaires, les périphéries des centres urbains et les femmes qui payent le plus lourd tribut, ce dont témoigne la très forte mortalité en Seine-Saint-Denis, par exemple. Il faut ajouter à cela les inégalités profondes devant le confinement : là encore les classes populaires sont, soit contraintes de continuer à travailler, donc à prendre le risque d'être infectées, soit être privées de ressources, sans parler des inégalités de logement, de santé qui ont rendu le confinement très difficilement vivable pour de nombreuses familles. Au niveau international, ce sont des peuples soumis directement à l'impérialisme, pour rappel, la destruction du système de santé en Irak

par les États-Unis, le boycott contre l'Iran, le blocus de Cuba et du Venezuela, etc. Le pouvoir capitaliste, en France mais aussi dans le monde, entreprend à présent de faire payer cette crise à la classe des travailleurs, en particulier, en nous privant des libertés publiques les plus fondamentales, en remettant en cause les droits sociaux conquis au 20^{ème} siècle. Prenons l'exemple de l'assurance-chômage : l'enjeu de sa réforme scandaleuse est de passer d'un système assurantiel où chacun se dit « j'ai cotisé, j'ai le droit d'être indemnisé », à un système d'assistanat déconnecté des cotisations et indexé sur les seules contraintes budgétaires. Ainsi, nos droits se transforment peu à peu en charité et en « bon vouloir » de la classe dirigeante. On assiste à la même transition politique vers l'arbitraire, pour ce qui concerne la retraite, pour l'accès à l'emploi, etc., mais aussi pour l'accès aux lieux publics avec l'obligation du passe sanitaire, véritable passeport intérieur !

NOUS NE POUVONS LAISSER PASSER CES DÉRIVES. NOUS CONNAISSONS LA SOLUTION, ELLE PASSE PAR UNE PRISE EN MAIN DE NOS DESTINS PAR CHACUN D'ENTRE-NOUS.■





90 % DE LA LOGISTIQUE EN GRÈVE CHEZ SMURFIT KAPPA BAG-IN-BOX

Après avoir interpellé, à plusieurs reprises, la direction du site d'Epernay dans le 51 pour les conditions de travail et la reconnaissance des métiers au service logistique, la CGT Smurfit Kappa Bib a appelé à la grève le 01 Juillet 2021.

La direction a décidé de laisser traîner les choses pendant plusieurs mois, laissant travailler les collègues avec du matériel défectueux ou obsolète, manque de personnel qualifié, formations écourtées.

La production était hier à 19 millions d'euros par mois, elle avoisine maintenant les 30 millions en juin, tout cela avec le même nombre de personnes et quasiment le même matériel. Les salaires n'évoluent pas !!! Un cariste reste un cariste même s'il a acquis des compétences et de la polyvalence. Le rapport de force était une fois de plus nécessaire. Cette même direction n'a pas mis longtemps à réagir et à trouver des solutions qu'elle ne trouvait pas depuis des mois !!! Quand on appuie où cela fait mal et que l'on touche au capital il y a réaction.

Début de la grève à 5 h du matin, piquet de grève à 9 h, début des négociations à 11 h.

La CGT majoritaire sur le site s'est donc mise autour de la table pour négocier.

Une grille de salaires, pour le service logistique, a été établie. Les collègues vont évoluer de 1 à 2 échelons sur l'année glissante selon leur ancienneté, polyvalence ou compétence, chaque poste est concerné.

Un palettiseur bloqué entre le 700 et le 720, pourra évoluer au coefficient 730 voire 750 s'il devient cariste.

Le cariste bloqué entre les coefficients 710 et 730, pourra évoluer jusqu'au 750.

Un plan de travail a été mis en place avec 41 points (investissement de matériel, remplacement de matériel, plan de formation, embauche de personnel, supplément de personnel, etc).

Malgré les négociations quasi instantanées le mouvement de grève a persisté jusqu'au 2 Juillet 2021 à 5 h.

Le rapport de force et la mobilisation du personnel ont une fois de plus fait plier cette direction. ■



La prise d'assaut symbolique du château de Vizille le 14 juillet

Ils étaient plus de 100 salariés de Ferropem des Clavaux soutenus par des habitants et quelques salariés de l'usine de Château-Feuillet en costumes d'époque, bonnets phrygiens, fourches et faux à la main, à attaquer ce mercredi 14 juillet le château de Vizille pour protester contre le projet de fermeture des usines de Clavaux (129 postes) et de Château-Feuillet (221 postes).

« Nous allons prendre la Bastille » lance un manifestant qui n'oublie pas que l'action se situe à Vizille, berceau de la révolution Française. Même si l'action, au demeurant sympathique et conviviale ne suffira pas à faire changer d'avis les décideurs, les salariés ont su montrer qu'ils pouvaient être imaginatifs et mobilisés.

La colère aussi grondait dans les rangs des manifestants, même si la direction promet du travail jusqu'en novembre. Oui et après ? C'est quand l'usine tourne que la grève est efficace. Ce sera l'enjeu de cette rentrée.

Lutter ou disparaître. ■

LES
S
E
T
T
I
N
T
S
E
T
T
I
N
T
S



BRAS DE FER ENTRE LE CAPITAL ET LA CLASSE OUVRIÈRE À NOVARÈS

A l'initiative de la CGT, les salariés du site NOVARES à Villers Bretonneux ont débrayé pendant 2 h (95 % de l'effectif) le 9 juillet 2021, pour demander une augmentation générale des salaires et le versement de la prime PEPA. L'objectif de ce débrayage : échanger et définir les actions à mettre en place pour faire aboutir les revendications. La direction, surprise par l'ampleur du mouvement, décide alors de convoquer les syndicats le lundi 12 juillet à 8h15. Les ouvriers (80 %) reprendront dans un 1^{er} temps un débrayage le lundi 12 juillet à 7h30 pour appuyer la délégation CGT devant l'entrée principale.

Devant la surdité de la direction, son incompréhension des revendications salariales (2 % d'augmentation générale au 01/01/21,

versement de la Prime PEPA), la grève illimitée est décrétée par les ouvriers, quoi qu'il en coûte ! Les stocks au plus bas, les ouvriers en grève, la direction n'aura pas la capacité de livrer PSA DOUVIRIN sur le répartiteur PHEV destiné au moteur EP, ce qui conduira à l'annulation des séances de travail du 14 juillet prévues par ce puissant constructeur auto ! La direction du site Novarès à Villers Bretonneux mettra alors tout en œuvre pour casser ce mouvement de grève : intimidation, menaces, entrave à l'exercice du droit de grève...

La direction abat toutes ses cartes les unes après les autres. L'objectif de la Direction est clair : pourrir le mouvement en refusant toute discussion sur les revendications, faire rentrer dans le rang ceux qui ont décidé de relever la tête !

Après 8 jours de grève, la détermination demeure, le mouvement se poursuit, la solidarité se met en place.

Les constructeurs donneurs d'ordre comme PSA s'en mettent plein les poches en exploitant les salariés sous-traitants. NOVARES et PSA peuvent payer ! ■

CIDECOS

DIFECOS Expertises

*Depuis 45 ans
un outil militant
au service des CSE
et des syndicats*

Expertises SSCT

risques graves, PSE, expertise projet

Expertises Économiques

Analyse Economique et Financière, politique sociale, droit d'alerte

Formations des élus

www.cidecos.com



Ce n'est pas d'aujourd'hui que CUBA subit des attaques contre son régime. L'embargo imposé par les États-Unis depuis des décennies est toujours là pour nous le rappeler. Mais la résistance de ce peuple exemplaire, qui fait face sans faillir aux conséquences de ce blocus, nous appelle à exprimer une nouvelle fois notre solidarité.

Le 11 juillet, il y a eu apparemment des manifestations antigouvernementales orchestrées à Cuba par des éléments pro-américains. Depuis la Floride, des forces réactionnaires, soutenues par certains sénateurs et membres du Congrès américain, tentent de lancer un appel notoire au gouvernement américain pour une soi-disant intervention humanitaire à Cuba équivalant à une attaque illégale contre la souveraineté d'un Etat et son régime socialiste. Au mépris des décisions prises lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est tenue le 24 juin 2021, votant à la quasi-unanimité une résolution demandant la levée des sanctions imposées depuis 1962 par Washington à La Havane. Si condamnation il doit y avoir c'est à l'encontre des USA qu'elle doit s'exprimer.

Depuis le moment où le gouvernement révolutionnaire cubain a été établi à la suite du renversement de la dictature de Batista soutenue par les États-Unis, en 1959, ceux-ci ont fait tout leur possible pour organiser un assaut continu contre Cuba pour avoir eu le courage de choisir sa propre voie du socialisme tout en étant à seulement 90 miles de la côte américaine. Des incidents aussi connus que l'invasion de la baie des Cochons aux innombrables tentatives d'assassinat du défunt président cubain Fidel Castro, en passant par le sabotage de l'approvisionnement alimentaire, des fournitures médicales et presque tout en poursuivant le blocus économique barbare le plus paralysant de plus de six décennies dans l'histoire du monde, les États-Unis n'ont jamais cédé à leur ingérence et à leurs interventions arrogantes contre le peuple cubain.

En bloquant la nourriture, les médicaments et les fournitures connexes, les États-Unis ont brutalement visé les humains vivant à Cuba ; et pourtant ils parlent haut et fort des droits humanitaires du peuple cubain. L'hypocrisie éhontée de l'im-

périalisme américain est à son apogée. Au cours de la même période, Cuba n'a jamais menacé les États-Unis une seule fois. Ce qu'on ne nous dit pas, ce que nous cachent nos grands moyens de communications et nos gouvernements, notamment européens, c'est la place qu'occupe et le rôle que joue le peuple cubain dans la lutte contre la pandémie du COVID 19 sur le plan international.

Pendant la pandémie, la brigade médicale internationale Henry Reeve, parrainée par le gouvernement de Cuba, s'est distinguée comme un véritable leader dans le Nord comme dans le Sud, offrant une aide d'urgence. Vingt-trois pays d'Europe, d'Afrique, des Émirats arabes unis, d'Amérique latine et des Caraïbes ont demandé de l'aide au milieu de cette crise mondiale et plus de 1 500 professionnels de la santé cubains – médecins, spécialistes et infirmiers ont répondu à l'appel. Bravant le blocus américain de six décennies, Cuba a développé ses propres vaccins contre le Covid.

Le peuple cubain et la classe ouvrière sont également déterminés à résister à toutes les tentatives de déstabilisation parrainées par les États-Unis, à toute remise en cause de leur patrie et du système socialiste.

La FNIC condamne les actions de déstabilisation et de provocation que les États-Unis promeuvent, instrumentalisant cyniquement les conséquences néfastes du blocus dont-ils sont responsables. La FNIC salue le peuple cubain et ses dirigeants dans leur lutte continue et unie contre l'embargo américain paralysant Cuba.

Par ailleurs, nous exigeons que tout soit mis en œuvre au plan national comme international pour que la résolution de l'ONU, sur la levée de l'embargo, soit mise en application sans délais. ■

LA FORMATION SYNDICALE pour comprendre et agir par branche

Gagner des luttes, résister, revendiquer, proposer des alternatives crédibles, négocier, mener la bataille des idées, convaincre les salariés de rejoindre la CGT : pour mener à bien ce tour de force quotidien réalisé par des milliers de militants CGT, la formation est indispensable.

La Fédération fait de la question de la formation syndicale une priorité et met tout en œuvre pour proposer une offre de formation de très haute qualité, dans l'objectif de perpétuer une CGT de combat, crédible et consciente de la lutte des classes permanente dans l'entreprise. Et même si l'expérience du terrain est irremplaçable, sans formation, les élus, les militants, les syndiqués n'ont pas toutes les armes indispensables pour mener à bien leur activité.

Chaque Syndicat doit définir un programme permanent de formation.

L'offre fédérale de formation comprend deux dimensions :

- des formations syndicales « de fond », dites « modules longs » qui durent 5 jours, dans les domaines du CSE, du CSSCT, ainsi que les stages syndicaux pour former les militants : vous trouverez ces formations en début de catalogue.

- des formations courtes de 1 à 2 jours sur des sujets spécifiques et ciblés, qui permettent d'avoir

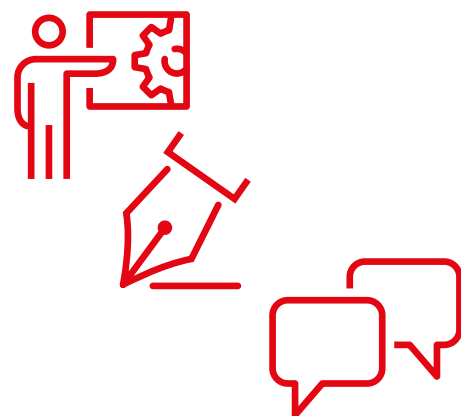
les éléments nécessaires sur les sujets précis abordés.

La prochaine formation CSE se déroulera à Montreuil du 27 septembre au 1^{er} octobre 2021.
La prochaine formation CSSCT aura lieu du 25 au 29 octobre.

Chaque formation peut aussi être réalisée au plus près des Syndicats, dans les territoires, pour un seul ou plusieurs Syndicats. Contactez la Fédération pour l'organiser. Une session idéale comprend entre 8 et 16 stagiaires. Mais même avec moins de 8 inscrits, la session peut être organisée en accord avec le référent fédéral ou la Fédération. Au-delà de 16, une autre date sera proposée au cas par cas.

Quand une participation financière est indiquée, elle ne couvre que les frais pédagogiques, qui correspondent non seulement à l'organisation matérielle de la session de formation, mais aussi à la mobilisation par la FNIC-CGT de moyens politiques et administratifs pour la préparation, le déroulement des stages et la conception des contenus.

La libération des Camarades pour assister aux formations passe par une demande de prise en charge du maintien du salaire, dans le cadre d'un CFESS (Congé de Formation Economique, Sociale et Syndicale). Les procédures et modèles de demande sont disponibles sur le site internet de la Fédération : www.fnic-cgt.fr



CRISE SANITAIRE : ET PENDANT CE TEMPS-LÀ, LES PROFITS TOMBENT...



**ENTRE COMLOTISME ET MANIPULATIONS
GOUVERNEMENTALES, OÙ SONT LES VRAIES MESURES
DE PRÉVENTION ?**

A- LES MANIPULATIONS GOUVERNEMENTALES

DU SYMBOLE DE LA COM GOUVERNEMENTALE À GÉOMÉTRIE VARIABLE RESTERA SES TERGIVERSATIONS SUR LES MASQUES. QUAND LA PÉNURIE EST GÉNÉRALE EN MARS 2020, VÉRAN, MINISTRE DE LA SANTÉ, LE PRÉSENTE COMME INUTILE. VIRAGE À 180 DEGRÉS, MACRON ANNONCE LE 14 JUILLET 2020 (LES IMPORTATIONS DE MASQUES COMMENCENT ALORS À COUVRIR LA DEMANDE) QU'IL DEVIENT OBLIGATOIRE DANS TOUS LES LIEUX PUBLICS CLOS.

On connaît tous la citation « La confiance ça se mérite. » et il y a plus d'une raison de ne pas avoir confiance en ce gouvernement.

Regardons s'il existe un seul chapitre où on ne nous aurait pas menti :

1■ Les autorités nous ont menti sur l'arrivée de la pandémie. Agnès Buzyn, alors ministre de la Santé, est aux premières loges puisque son mari travaille comme médecin au centre de recherches de Wuhan (Chine). Le 30 décembre l'OMS lance l'alerte. Le 11 janvier Buzyn envoie un message au président de la République. Le 30 janvier, elle avertit Edouard Philippe. Le plan pandémie est lancé le 23 février en France.

2■ Ils ont caché la décision de ne pas renouveler le stock stratégique de 1 milliard de masques chirurgicaux et de 700 000 masques FFP2, lequel s'est périmé.

3■ Ils nous ont menti sur le savoir-faire en cas de pandémie, en nous faisant croire que nous étions dans une situation inédite. Un savoir-faire pourtant bien réel existe, structuré, que l'on retrouve pour la pandémie de la grippe A en 2009 et pour le SRAS Cov 1 en 2003/2004.

4■ Ils nous ont menti sur les masques dans plusieurs domaines : d'abord en nous expliquant que leur distribution était inutile, puis, en avril 2020 en inventant le masque en tissu, ce qui est un scandale absolu. Pour rappel, le masque en tissu est aussi efficace pour stopper un virus, toute proportion gardée, qu'un grillage à poule pour arrêter du sable.

5■ Ils nous ont menti sur le nombre de morts, en refusant dans un premier temps de compter les morts dans les EHPAD puis ensuite en grossissant les chiffres du fait d'une majoration financière pour tout décès classé Covid dans les hôpitaux.



6■ Ils nous ont menti sur la transmission par aérosols. Qui d'abord a été niée et timidement dite 8 mois après le mois de mars 2020 en commençant à parler de la ventilation des locaux. Encore aujourd'hui la question de l'arrêt des climatisations, une mesure préconisée lors des pandémies précédentes est passée sous silence. Et sans compter sur la distance caricaturale de 1 mètre, ou de 2 mètres, ce qui ne change rien.

7■ Ils nous ont aussi longtemps menti sur la survie du virus sur les surfaces, surtout humides, ainsi que dans les eaux usées.

8■ Ils nous ont menti sur le faux hôpital de campagne à Metz le 25 mars 2020, lequel ne comportait pas un seul lit de réanimation mais seulement 30 lits ordinaires. Dans la même période, les Espagnols construisaient un vrai hôpital de campagne de 1200 lits à côté de Madrid et en moins de temps qu'à Mulhouse.

9■ Ils nous ont menti sur l'envoi dans les Antilles et à côté de la Réunion de deux de nos porte-hélicoptères, le Mistral et le Dixmude (Opération Résilience) qui disposent de deux micro hôpitaux. La couverture médiatique ne nous dira cependant pas que ces micro hôpitaux ne seront pas utilisés.

En revanche, cette mesure est tombée à pic pour soutenir le déploiement de l'armée du régime américain contre le Venezuela.

10■ Ils nous ont menti sur la prétendue nécessité de faire des mesures de température corporelle alors que l'on savait que cela ne servait à rien.

11■ Ils nous ont menti au début de la pandémie sur la nécessité du dépistage massifs, en nous expliquant que ça ne servait à rien. Au même moment (sûrement un hasard), il n'y avait pas suffisamment de réactifs pour les tests PCR car ils nous ont rendu dépendants des industries qu'ils ont délocalisées pour être plus « compétitifs ».

12■ Ils nous ont menti pendant le premier confinement sur la liste des activités essentielles... Alors que des multinationales bien en vue ont continué à tourner et à exposer leurs salariés. Cela explique pourquoi le gouvernement n'a pas voulu s'appuyer sur l'expérience acquise.

13■ Ils ont déclassé le SRAS COV 2 de catégorie 4 en catégorie 3 pour que la réglementation sur le risque biologique dans les entreprises ne s'applique pas.

14■ Ils ont menti sur les moyens pour l'hôpital, que le Ségur de la Santé, en juillet 2020, devait régler...et n'a rien réglé sur les effectifs et les lits puisque les fermetures de lits ont continué d'être programmées, y compris durant le premier confinement et continuent de l'être.



"T'as le vacciné et le non vacciné. Le non vacciné, il voit le covid, il peut l'attraper et il peut le transmettre. Le vacciné, il voit le covid, bon il peut l'attraper et il peut le transmettre mais il est vacciné."



15 ■ Ils nous ont longtemps menti sur les déprogrammations de soins et d'exams qui ont immanquablement conduit à davantage de décès, entres autres avec les cancers. Le scandale est révélé en juillet 2020 par l'UFC-Que Choisir qui dénonce le fait qu'entre le 17 mars et le 11 mai, 74 % des rendez-vous de spécialistes et d'établissements de santé sont annulés et que 40 % de demandeurs resteront sans solution.

16 ■ Ils ont menti sur la fabrication par Air Liquide de 10 000 respirateurs pour les hôpitaux alors que le contrat prévoyait en réalité la fabrication de respirateurs pour les véhicules d'urgence, très différents et beaucoup moins cher.

17 ■ Ils ont monté une campagne de dénigrement sur la chloroquine ou hydroxychloroquine pour discréditer un traitement efficace et pas cher, certes valable seulement au début de la maladie...

18 ■ Ils nous ont menti sur la prise en compte en maladie professionnelle des victimes du Covid au travail puisque les conditions de recevabilité en maladie professionnelle sont inatteignables, à l'exception des personnels de santé.

19 ■ Ils ont menti, avec la « déclaration de guerre » du président Macron, du 16 mars 2020, une bien curieuse guerre puisque les cliniques privées et le groupe pharmaceutique français Sanofi n'ont jamais été réquisitionnés. Preuve en est que Sanofi

n'a pas considéré le développement « toutes affaires cessantes » ni le « quoi qu'il en coûte » d'un vaccin pour nos concitoyens, car insuffisamment rentable, avant de se rétracter récemment. Mais en revanche, il a considéré d'une urgence absolue de mettre en place son plan de restructuration visant à « flinguer » la recherche et à vendre des pans entiers de la fabrication de médicaments, dont le Doliprane. La stratégie de la peur en lieu et place de la pédagogie et de l'adhésion responsable. Pour mémoire, Sanofi supprime 1 700 emplois dont 400 dans la recherche, fait + 340 % de bénéfices et verse 4 milliards à ses actionnaires.

20 ■ Ils nous ont menti et nous mentent encore avec la confusion voulue entre immunisation et atténuation des symptômes. Le vaccin atténue les formes graves de la maladie mais ne casse pas la chaîne de contamination.

21 ■ Ils nous ont menti sur la disponibilité des vaccins puis de la nécessité d'un rappel puis maintenant d'une troisième injection.

22 ■ Ils nous ont menti et nous mentent encore sur la mesure des effets indésirables des vaccins. Il n'existe en effet aucune obligation de remonter aux Agences Régionales de Santé (ARS) les effets indésirables et en plus les ARS se permettent d'en faire ce qu'elles veulent.

23 ■ Ils nous ont menti sur la vaccination des jeunes car on nous avait bien expliqué que ça ne servait à rien.

24 ■ Ils nous ont menti sur les contrôles des règles d'hygiène, puisque, tandis que les gendarmes étaient effectivement mobilisés envers la population, essentiellement pour dresser des procès-verbaux, les agents des services prévention de la Sécurité sociale et les Inspecteurs du travail étaient sommés de ne pas procéder à des contrôles des mesures d'hygiène dans les entreprises. Anthony Smith, Inspecteur du travail CGT, a été sanctionné lourdement après avoir effectué un contrôle.

25 ■ Ils nous ont menti sur les sacrifices nécessaires et sur la crise économique puisque les riches n'ont jamais été aussi riches... Plus 30 % pour les 500 plus grandes fortunes de France. Et le nombre de milliardaires français est passé de 95 à 109 durant la crise Covid. Rappelons que 1 milliard d'euros, c'est le revenu annuel de 53 590 travailleurs payés au SMIC.

26 ■ Ils nous ont menti sur les libertés individuelles, le passeport santé, qui ne devait pas exister alors qu'ils le mettent en place par étape.

+30%
1000 milliards €

patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes source : Challenges
les milliardaires, toujours plus riches

Et ce sont les responsables actuels, qui ont manipulé l'opinion dans tous ces chapitres, qui accusent les gens qui sont critiques, qui sont méfiants, de « complotisme » et ce serait eux maintenant qui seraient coupables de la propagation du virus.

B- LES ORGANISMES ASSERVIS, LES COMPLICITÉS ET LES INTÉRÊTS PARTICULIERS CONTRE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

1 ■ La servilité de la CNAM (La Sécu) est patente. Elle a refusé d'envoyer ses agents de contrôle dans les entreprises. Elle a accepté de mettre son logo sur des fiches métiers avec des passages délirants en matière de prévention, (l'exemple des garages automobiles où la préconisation était de retirer les roues des fauteuils pour éviter que les gens se rapprochent).

L'exemple chronologique des contenus des communiqués de l'académie de médecine :

2 ■ L'académie de médecine, actuellement présidée par Mattéi, ancien ministre de Chirac, a démontré sa servilité au travers des contenus de ses communiqués.

- Le 12 février : sous le titre « Covid 19, une importance à relativiser... » elle... « exprime toute sa confiance dans les autorités sanitaires ».
- Le 22 mars : dans un long communiqué sur les masques, l'académie n'évoque pas du tout le port du masque pour les non-professionnels de santé.
- Le 25 mars : sur les tests, pas un mot sur l'opportunité de tester les non-malades.

- Le 2 avril : première déclaration pour recommander le port d'un masque intitulé « Grand public » et qu'il soit rendu obligatoire. Il n'y aura jamais de dénonciation sur la pénurie des vrais masques.

- Le 22 avril : un nouveau communiqué pour accepter la pénurie et promouvoir les masques « Grand public ». Le même jour, un communiqué pour se déclarer favorable à l'utilisation des smartphones. Il n'y aura jamais rien sur le manque de lits, les respirateurs etc.

On constate donc le caractère particulièrement suiviste de cette académie, qui, à quelques exceptions près, relaie le message gouvernemental du moment. On appelle ça aussi une caution.

3 ■ L'INRS va refuser de ressortir ses propres écrits sur les qualités de masques, de redire par exemple qu'elle recommande, concernant le masque chirurgical, de ne pas le porter plus d'une heure d'affilée et que celui-ci ne constitue pas un équipement de protection individuel. Aux oubliettes également, tous ses textes sur la ventilation des locaux etc.

4 ■ Le ministère du Travail va indiquer que le droit de retrait en cas de danger grave et imminent ne s'appliquerait pas (??), qui va sortir des protocoles sanitaires en entreprise sous une forme juridique, mais qui ne leur donne aucune valeur juridique d'obligation.

5 ■ L'attitude du patronat qui va adapter à sa sauce des règles sanitaires ou les négliger... mais par contre sanctionner les personnels... et mettre en télétravail nombre d'entre-eux, surtout quand ils sont délégués du personnel... et nier ou mépriser l'existence de clusters en entreprise...



C- UNE EXPÉRIENCE NÉGLIGÉE DE LA GESTION DES PANDÉMIES

Cette expérience se base par exemple sur le rapport du sénat n° 685 du 29/30 juillet 2010, sur les fiches guides et protocoles écrits lors des pandémies de la grippe A en 2009 ou du SRAS COV 1 en 2003/2004. Pour exemple, la fiche 1C7 du plan pandémie grippale de 2011 a établi qu'il faut stopper les dispositifs de recyclage d'air et passer en tout air neuf. La circulaire DGT du 3 juillet 2009 écrit explicitement que les seuls masques ayant une efficacité sont les masques FFP2 (et FFP3), absolument pas les masques chirurgicaux. Aucun passage du plan pandémie grippale ne recommande de porter un masque en extérieur. Cette expérience de près de 40 ans se résume par le tryptique : suivi de proximité + dépistage massif + isoler. Le gouvernement Macron a fait le choix criminel de ne pas suivre cette stratégie pourtant validée.

Suivi de proximité :

Dans la politique gouvernementale, il a été dit au début, que si vous vous sentiez sérieusement malade, vous deviez faire le 15 et sinon rester chez vous et prendre du Paracétamol ou de l'Aspirine, les médecins généralistes étaient mis de côté. L'Organisation Mondiale de la Santé utilise le terme de soins de première ligne dans ses écrits pour faire le distinguo avec l'hôpital. Or, en France, ce qui ressemblerait le plus à un suivi de proximité, en la quasi absence de vrais centres de santé comme à Cuba par exemple, c'est le médecin généraliste. Or, il n'y en a pas assez et leur répartition est très inégale.

Ceci, à la fois du fait d'une décision de limiter leur nombre et à la fois, de s'appuyer sur une logique libérale avec des médecins libéraux. Le nombre de généralistes en France est de 3,23 pour 1000 habitants, derrière l'Espagne, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, les Pays Bas, la Norvège, la Suède, la Finlande, la Grèce, le Danemark et très loin derrière Cuba avec 8,19 généralistes pour 1 000 habitants.

Dépistage :

On nous a bien expliqué au début que le dépistage systématique ne servait à rien. Mais un simple regard sur quelques stratégies étrangères (Allemagne, Islande, Australie, Corée du Sud, Chine) montre l'importance du dépistage dans la lutte contre l'épidémie. Comparons les résultats sanitaires de ces pays avec les nôtres ! Ajoutée à cela, l'industrie pharmaceutique qui s'est mise en concurrence plutôt que de coopérer dans la recherche des tests comme aussi des vaccins. Rappelons-nous Vénus qui s'exprime quand la Russie annonce la première la sortie du vaccin Spoutnik V : « Nous attendons à présent de nos grands laboratoires (privés !) qu'ils sortent à leur tour leurs propres vaccins ». Comment s'en remettre ainsi, par pur dogmatisme, à des multinationales dont le but est le profit et non la santé des gens ?

Isoler :

On a confondu volontairement « confiner » et « isoler ». Car confiner en famille, c'est en effet différent. Des lieux d'isolement respectant la dignité humaine ne seront pas proposés.

On sait historiquement que le vaccin, à lui tout seul, ne brise pas une pandémie, sans même parler de l'absence de vaccins pour la majorité des habitants de la planète, par exemple pour les Palestiniens dont le pays est occupé par Israël, Israël qui bombe le torse pour sa politique vaccinale qui serait « exemplaire ». Les labos privés nous parlent maintenant d'une troisième injection pour contrer les variants. Combien de vaccins aurons-nous reçus quand aura surgi, dans quelques années, le variant Oméga, dernière lettre de l'alphabet grec ? Et durant ce temps, combien de milliards de profits pour les actionnaires et patrons de Moderna, Pfizer et autres ?

À Cuba, en Nouvelle Zélande, en Australie, au Vietnam, une politique de prévention différente de ce que l'on nous montre à la télé a été mise en place.

D- PASSE SANITAIRE : LA POUDRE AUX YEUX

Avec l'obligation du Passe sanitaire, Macron fracture la société selon deux catégories de citoyens. Demain, sous quel autre motif jugé aussi « impérieux » que la santé publique, nos droits et nos libertés seront-ils niés Si cela est bien sûr inacceptable, ne nous laissons pas aveugler dans un affrontement vain entre vaccinés et non-vaccinés !

Quels sont les enjeux d'aujourd'hui ? La crise sanitaire tire son origine dans le capitalisme. Le rôle des élevages intensifs (et très rentables) de chiens viverrins en Chine est avéré dans la transmission

d'un virus, pour lequel l'OMS considère finalement qu'il n'est plus « délirant » de considérer qu'il tire son origine d'un laboratoire humain.

La crise sanitaire n'a pas affecté le régime économique inégalitaire qu'est le capitalisme, des fortunes colossales ont continué de s'accumuler, il y a plus de milliardaires en France et dans le monde aujourd'hui qu'il y a un an.

Si le gouvernement Macron a donné l'impression de naviguer à vue, c'est que son objectif, a été et reste, d'assurer un cadre favorable à la continuité du capital. La poursuite des fermetures de lits d'hôpitaux, l'épouvantail de la dette, les réformes de l'assurance-chômage, de la retraite vont se poursuivre si nous n'agissons pas. Comme se poursuivront et s'aggraveront la précarité générale, notamment des jeunes, la paupérisation des retraités et des travailleuses et travailleurs. Vaccinés et non-vaccinés, nous sommes tous dans le même bateau, en troisième classe du Titanic, alors que l'iceberg est proche. Réagissons avant qu'il ne soit trop tard ! ■



Saviez-vous que 35 et 55 ans sont des âges-clé pour votre santé bucco-dentaire ?

N'attendez-plus, programmez un rendez-vous de contrôle avec votre dentiste !

Pour en savoir plus, retrouvez tout le programme Branchez-vous santé :



en partenariat avec



**branchez-vous
santé**



AG2R LA MONDIALE

042021-96627 - Crédit photo : Stocksy par Tatjana Zatkovic - GIE AG2R REUNICA agissant pour le compte de ses membres / 104 - 110, boulevard Hausmann, 75 379 Paris cedex 08

AZF, 20 ANS APRÈS, QUELS CHANGEMENTS ?

Le 21 septembre 2021, l'usine AZF propriété du groupe TOTAL explose. Il sera fait état de 31 morts et 22 000 blessés et d'une ville meurtrie à jamais.

Le 21 septembre 2021, à Toulouse, se tiendra la commémoration de ce triste anniversaire des 20 ans de cet accident industriel qui a provoqué une catastrophe humaine, économique et sociale. Il y aura des débats pour faire le point de ce qui a été fait, ou pas, depuis, en termes de santé et sécurité au travail afin de ne plus perdre sa vie au travail. Afin de voir s'il y a eu des changements sur les deux décennies passées, il est nécessaire de faire un petit rappel historique.

> L'avant AZF

C'est d'abord une loi française de 1976 sur les « Installations classées pour la protection de l'environnement » puis la directive **SEVESO II** de 1996 dont les textes seront mis en application en Europe en 1999.

Sauf qu'il reste néanmoins un problème d'ordre idéologique et pratique : le ministère de l'Environnement, les préfets, les DRIRE et bien sûr les patrons considèrent qu'il y a une différence entre pollution et risques industriels, d'une part, et risques au travail, d'autre part. **Pas question que les salariés et leurs représentants, pourtant au cœur des réalités du fonctionnement de l'entreprise, jouent ce qu'on appellera plus tard le rôle de lanceurs d'alerte.** Alors qu'ils sont les premières victimes des accidents et les premiers à respirer des émanations délétères, ces réalités ne les concernent pas officiellement et restent, pour l'essentiel, du domaine d'une relation intime DRIRE/chef d'entreprise...

> La méthode probabiliste arrive avec la directive Seveso

La **méthode probabiliste** est une méthode non constructive qui laisse entendre que c'est tellement peu probable que cela puisse arriver qu'il n'est pas nécessaire de s'en occuper. On pourrait aussi l'imager comme une pratique mathématique pour les bilans financiers où on écrit en bas de la page le résultat que l'on veut trouver et on construit l'équation à l'envers.

On en oublie alors la **méthode déterministe** qui consiste à



imaginer le plus gros accident pour le prévenir, comme par exemple la rupture de la plus grosse tuyauterie et on introduit un facteur de probabilité pour considérer que, pour tel et tel cas de figure, **le risque est trop rare pour être pris en compte.**

(Exemple, celui du hangar qui a explosé à Toulouse, originellement pris en compte avec la méthode déterministe et négligé avec la méthode probabiliste).

> L'après AZF avant 2009 :

Le fait le plus positif est la création de la commission d'enquête parlementaire qui rend un rapport fort de 90 propositions, **adoptées à l'unanimité en 2002.** La loi relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, dite « loi Bachelot », de 2003 ne reprendra que quelques-unes de ces propositions, sous forme de demi-mesures et **avec toutes les ouvertures pour les dévoyer.**

Une mesure à titre d'exemple pour bien éclairer : la commission d'enquête parlementaire avait proposé d'interdire la sous-traitance pour les postes à risques. La loi reprend ce thème et indique que c'est l'employeur qui fait la liste des postes qui ne peuvent être confiés à la sous-traitance !

Les débats sont principalement menés sur les PPRT « Plans de Prévention des Risques Technologiques ». C'est la gestion du risque par la distance, ignorant ainsi le sort de ceux qui sont dans les usines ! Ainsi la question de l'urbanisme et des cercles de dangers, qui sont toujours très théoriques, absorbe l'essentiel du débat plutôt que la suppression du risque à la source, ce qu'exige pourtant le Code du travail dans la hiérarchie de la prévention. Finalement, il y sera question

des dispositions immobilières pour le voisinage et des gros sous qui vont avec. À croire que si un nouvel AZF se produit dans un désert, il n'y aura pas de problème !

> Une régression marquée depuis 2009 :

En 2009, sous Sarkozy suppression de la demande d'autorisation préalable au fonctionnement de certaines installations classées.

Le résultat, c'est l'absence d'étude de danger, d'étude d'impact, d'enquête d'utilité publique et de recueil d'avis du CODERST pour ces activités à risques, dont la liste évolue. Ainsi les DREAL n'ont plus à exiger les conditions de sécurité de celui qui réclame une autorisation. C'est aussi une façon pour l'autorité de tutelle de ne pas être coresponsable des manques en cas d'accident.

Toujours sous Sarkozy, les CLIC (Comités Locaux d'Information et de Concertation) sont transformés en CSS, Comités de Suivi de Sites. Si on y conserve le droit de s'exprimer, on ne peut plus y prendre de décisions ni mener des investigations (d'expertise, par exemple).

> L'extension des activités vers la sous-traitance

Elle a connu un temps d'arrêt après 2001. Elle reprend ensuite de plus belle et devient l'outil naturel des travaux d'entretien et de logistique des entreprises de la pétrochimie. La recommandation de la Sécurité sociale adoptée en 2015,

« Travaux neufs, travaux d'entretien dans les entreprises de la chimie », envisage uniquement que la main d'œuvre soit externalisée pour ce type d'activité. Pour ajouter à la volatilité des entreprises sous-traitantes, on peut constater la progression du recours à des travailleurs déplacés dans tous les secteurs, y compris des chantiers sensibles comme celui de la centrale nucléaire de Flamanville ou celui du méthanier de Dunkerque. Sur ce dernier, les responsables arrivent même à masquer le nombre réel de travailleurs morts sur le site. ■

En conclusion, pas ou peu de choses ont changé, ce qui a malheureusement conduit à d'autres accidents comme celui de Lubrizol. Pour la classe dirigeante, le travailleur sera toujours considéré comme un outil à exploiter au-delà de ses limites, au risque de mettre sa vie en péril pour satisfaire un objectif unique qui est celui de la rentabilité à tout prix. Le 21 septembre tous les syndicats de la FNIC-CGT sont attendus à cette commémoration des 20 ans d'AZF.



Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT



**LE COLLECTIF HYDROGÈNE
ORGANISE UNE JOURNÉE D'ÉTUDE LE
MERCREDI 13 OCTOBRE 2021
" L'HYDROGÈNE, LES ENJEUX DE L'ACCÈS
À CETTE ÉNERGIE "**

Alors que l'Etat nous parle de l'hydrogène comme d'un outil d'avenir pour la transition énergétique, Les industriels lorgnent sur un chiffre d'affaires de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. La société civile demande aujourd'hui plus de transparence, de démocratie, d'inclusion.

Il y a plus de dix ans, la FNIC-CGT défendait seule un projet de mutation de la raffinerie de pétrole TOTAL FLANDRES, en un démonstrateur de production d'hydrogène par électrolyse de l'eau au moyen d'énergie éolienne, pour répondre à d'autres utilisations toutes aussi utiles pour le territoire, sa population et l'environnement.

À l'époque, la direction du groupe pétrolier nous prenait pour de joyeux utopistes ! Bloqué par des dirigeants « bas-du-front », le projet n'a jamais vu le jour, et les installations industrielles et les emplois ont été sacrifiés.

Dix ans plus tard, quelle est la situation ?

L'hydrogène, greenwashing de nos entreprises ou les enjeux de l'accès à cette énergie ?
À partir d'un échange à bâtons rompus sur comment l'hydrogène est perçu par chacune et chacun d'entre nous, comment appréhender cette énergie, de son élaboration, à ses utilisations ?
À partir d'un projet élaboré par la CGT pour répondre à nos besoins, ou remplir les caisses des patrons ? Suivra un débat politique revendicatif.



INSCRIPTION OBLIGATOIRE



**JOURNÉE D'ÉTUDE DU COLLECTIF HYDROGÈNE
DE 9H30 À 16H00 SALLE PERROUAULT**

Le syndicat CGT _____ Branche d'activité _____

Nom _____ Prénom _____

Localité _____ Dép. _____

* Participation de ____/____/ Camarades

Bulletin d'inscription à retourner à la FNIC-CGT - case 429 - 93514 Montreuil cedex ou par mail contact@fnic-cgt.fr

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00 / <http://www.fnic-cgt.fr> / E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Montreuil, 01/06/21- Chrono FB/SS/2021-0289

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES